

# “Le monde évolue à une vitesse folle mais L’Europe a toujours une guerre de retard”

- Guy Verhofstadt sera l’une des figures de proue des libéraux européens lors du scrutin de mai.
- L’ancien Premier ministre belge n’en démord pas: l’intégration européenne est la seule voie possible.
- Faute de quoi, l’Union n’aura plus aucune influence au niveau mondial.

Entretien Maria Udrescu et Olivier le Bussy

**C**e sera la dernière fois que Guy Verhofstadt descend dans l’arène électorale. Le député européen sera l’une des figures de proue de l’Alliance des libéraux et démocrates pour l’Europe (ALDE), lors des élections européennes. L’ancien Premier ministre portera le message qu’il défend depuis plus de deux décennies: les États membres doivent emprunter résolument le chemin de l’intégration européenne, sans quoi l’Union perdra la maîtrise de son destin dans un monde en mutation.

**N’entretient-on pas une certaine méprise quant à l’importance des élections pour le Parlement européen? Celui-ci dispose d’un réel pouvoir législatif, mais le moteur politique c’est le Conseil européen sur lequel le Parlement n’a pas, ou peu de prise...**

C’est exactement ça, le problème. Dans de nombreux dossiers – la migration, la politique économique... – c’est le Conseil européen ou des formations du Conseil des ministres qui bloquent, parce qu’il n’y a pas de majorité, ou d’unanimité quand le traité le prévoit. Pourtant, les citoyens, en général, sont assez favorables au projet européen. C’est encore plus clair depuis le Brexit. Les gens disent: “Nous ne sommes pas aussi fous que les Britanniques pour vouloir sortir de l’UE”, même dans les pays les plus eurosceptiques. Mais cela ne veut pas dire pour autant qu’ils sont satisfaits de la façon dont fonctionne l’UE, et de la manière dont elle répond aux espoirs que l’opinion publique place dans des solutions européennes. C’est pourquoi il faut essayer de rééquilibrer

le pouvoir entre les institutions européennes.

**C’est le Parlement qui risque de payer la note parce que les électeurs vont choisir des eurosceptiques ou des anti-européens pour protester contre le mauvais fonctionnement de l’Europe?**

Oui, alors que ce n’est pas le Parlement, ni fondamentalement l’Union qui est en cause, mais les États membres. D’où cette autre observation: les nationalistes et populistes, depuis le Brexit, ne parlent plus de sortir de l’UE mais de la réformer pour en faire une “Europe des patries”. Mais l’Europe des patries, c’est le Conseil européen. Ce qu’ils veulent, c’est renforcer le poids des États nations dans la prise de décision, alors que c’est la cause des blocages actuels. Donc, ce que les nationalistes proposent, c’est une Union encore plus inefficace, parce qu’on voit bien qu’ils sont incapables de trouver une solution pour quoi que ce soit. C’est ça qui va être le grand défi de la législature 2019-2024: comment va-t-on déboucher le tuyau décisionnel?

**Selon les projections, les eurosceptiques pourraient occuper près d’un tiers des sièges au Parlement...**  
Vous êtes pessimistes...

**Ne craignez-vous pas que cela altère le fonctionnement du Parlement?**

Il faudra une majorité et j’espère qu’elle sera pro-

européenne. Le principal changement, c’est que pour la première fois depuis 1979, les deux grands partis traditionnels (le Parti populaire européen et le Parti socialiste européen, Ndlr) n’auront pas la majorité. C’est vrai que les nationalistes et les populistes devraient progresser, mais c’est aussi le cas des centristes, réformateurs et pro-européens du groupe que nous sommes en train de créer. Comme les conservateurs et les socialistes vont perdre leur majorité,

ils devront obligatoirement coopérer avec nous, ce qui nous offre une énorme opportunité de mettre les réformes évoquées à l’agenda pour les cinq années à venir. Il faut en finir avec la politique des petits pas qui se muait tout doucement en procession d’Echternach. Parce qu’on est toujours une guerre en retard, alors que nous ne sommes plus dans un monde d’États nations, mais dans un monde d’empires, qui évolue à une vitesse folle.

*“Les populistes veulent renforcer le poids des États nations dans le processus de décision européen, alors que c’est la cause des blocages actuels.”*

**L’alliance entre l’ALDE et La République en marche du président français Macron, c’est bétonné?**

Par trois fois les représentants de LREM ont confirmé que sur les bases de l’Alliance des libéraux et démocrates pour l’Europe, on allait créer un groupe plus large après les élections. Ce sera un groupe pro-européen, centriste, réformateur avec en son sein des libéraux, des démocrates et des progressistes.

**En 2014, vous étiez le “Spitzenkandidat” des libéraux**

**pour la présidence de la Commission, et en 2019, vous êtes opposé à ce système. Pourquoi ?**

C'est bien que vous me posiez la question pour que je puisse expliquer ce qui s'est passé. En 2014, on a lancé cette idée de *Spitzenkandidat* mis en avant par chaque parti européen pour donner au Parlement européen et à la démocratie européenne cette opportunité de choisir le président de la Commission. C'était la première étape, loin d'être idéale puisque les gens n'avaient pas l'opportunité de voter pour ces *Spitzenkandidaten* s'ils étaient d'un autre pays que le leur – et Juncker n'était même pas candidat au Luxembourg. Le but était d'aller plus loin en 2019. Nous étions tous – tous : Juncker, Schulz, moi – d'accord sur ce point. Il y a eu un accord en ce sens au Parlement entre les grands partis et les verts en 2015 pour un système de *Spitzenkandidaten* lié aux listes transnationales. Puis, en 2017-2018, quand il a fallu mettre ça en œuvre, le PPE a voté contre. On a estimé que ce n'était plus sérieux. L'idée des *Spitzenkandidaten*, ce n'était pas d'avoir des gens désignés par une centaine de délégués dans leurs partis, mais des candidats qui s'affrontent au niveau européen. Nous, on ne veut pas entrer dans ce jeu-là et on avait clairement annoncé que refuser d'aller plus loin tuerait ce système. En Italie, vous ne pouvez pas voter pour M. Weber (le candidat, allemand, du PPE, Ndlr), donc pour le soutenir, vous devez voter pour M. Berlusconi. Et en Hongrie pour M. Orban. Voilà la réalité. Notre réaction a été de composer une

équipe transnationale pour les élections.

**Vous pensez que le principe des "Spitzenkandidaten" ne survivra pas à 2019 ?**

Pas du tout. Parce que nous, nous avons annoncé qu'il n'y aurait pas d'accord au Parlement avec nous si on ne couple pas les *Spitzenkandidaten* et les listes transnationales pour 2024.

**Vous entretenez encore un mince espoir d'être président de la Commission ?**  
Je n'ai pas d'ambition personnelle.

**Si on vous propose la présidence du Parlement, vous ne direz pas non...**

On verra ce qu'on me demande de faire, mais ce n'est pas ma préoccupation principale. Mon ambition c'est de revenir au Parlement après le 26 mai avec un grand groupe qui peut rivaliser avec les deux autres pour être en position d'exiger qu'on

renouvelle la politique européenne. Parce que si on ne parvient pas à changer l'Europe dans les cinq ans à venir, je crains un retour en force du nationalisme encore plus important qui pourrait marquer le début de la fin. L'Union européenne peut disparaître.

**L'évolution du contexte géopolitique, c'est la chance de l'UE qui va être obligée de faire preuve de cohésion ?**

Oui, mais encore faut-il se donner les moyens de compter au niveau mondial. Et là, on hésite, parce que les Etats membres s'attachent à la souveraineté nationale, sans réfléchir que la souveraineté s'exercerait

mieux au niveau européen. La souveraineté nationale, ça ne veut rien dire quand on parle de migration ou de climat. Les Etats membres sont-ils capables de faire ce saut ? On l'a fait au lendemain de la Seconde Guerre mondiale parce qu'il était évident qu'on ne pourrait refonder ce continent qu'ensemble. Pourrait-on refaire la même chose aujourd'hui, face à une tragédie d'un autre format: la perte de notre influence au niveau mondial si on ne fait rien ? Prenons un exemple: l'économie numérique en Europe, ce sont essentiellement des entreprises américaines et, demain, peut-être chinoises, qui utilisent nos données personnelles, disposent d'un vrai pouvoir... Créer des grandes entreprises numériques européennes, c'est quasiment impossible: il n'y en a que huit dans les deux cents plus importantes au niveau mondial, et aucune parmi les vingt premières. Tout cela parce qu'il n'existe pas de régulateur européen, et donc pas de standards européens. Donc on applique ceux des Américains. C'est aussi pour cette raison qu'il faut briser le monopole des Etats. Les gens le comprennent très bien, mieux que les politiques.

**Vous êtes le coordinateur du comité de pilotage du Parlement sur le Brexit. Pensez-vous qu'il est toujours possible de conclure avec le Royaume-Uni un accord pour un Brexit ordonné ?**

Est-ce qu'il y a encore la possibilité d'avoir cet accord britannique transpartisan ? S'il s'était agi de débattre d'une question aussi existentielle que la sortie de l'UE dans n'importe quel autre Etat membre, il y aurait une plateforme créée entre les différents partis politiques. Là-bas, non. Maintenant, je ne me prononce plus sur la possibilité d'un accord. On verra.

*"Pour la première fois depuis 1979, les conservateurs et les socialistes n'auront pas la majorité. Ils devront coopérer avec nous."*